

# **Après cinq siècles de domination occidentale, quel avenir pour le monde ?**

Académie des Sciences Morales et Politiques

**Discours d'ouverture**  
**Ambassadeur Jean-David Levitte, Président du Conseil de fondation, GCSP**

Paris, 05 janvier 2026



Monsieur le Secrétaire Perpétuel,

Monsieur le Vice-Président,

Chères Consœurs, chers Confrères, chers amis,

C'est un grand honneur mais aussi un défi redoutable que d'assumer, pendant un an, la présidence de notre Académie. Je voudrais rendre hommage et remercier notre remarquable Secrétaire Perpétuel et la formidable équipe qui l'entoure, mais aussi tous ceux qui m'ont précédé, à commencer par notre ami Jean-Robert Pitte qui fut également notre Secrétaire Perpétuel et qui continue de transformer nos déjeuners mensuels en fêtes de nos papilles !

Le menu que je vous propose pour nos séances de l'année 2026 est nettement moins réjouissant : « Un monde en transformation profonde : de la déconstruction à la reconstruction de l'ordre mondial. »

Aujourd'hui, je ne rentrerai pas dans les détails des crises actuelles : nous aurons la chance d'entendre le Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, le 19 janvier. Je vais plutôt vous donner mon analyse sur les changements profonds de l'ordre international qui sont en cours.

Je crois en effet essentiel de commencer par établir un diagnostic lucide avant de réfléchir à de possibles initiatives. Regardons donc d'abord les réalités en face : nous sommes au terme de cinq siècles de domination occidentale du monde. Cette domination a commencé aux XVI<sup>ème</sup> et XVII<sup>ème</sup> siècles, avec les extraordinaires expéditions de Christophe Colomb et de Magellan qui ont rapidement débouché sur la création des deux premiers empires coloniaux, ceux du Portugal et de l'Espagne, en Amérique centrale et du sud. Puis vinrent les empires britannique et français en Afrique, britanniques en Amérique du Nord et dans le sous-continent indien, néerlandais en Indonésie, français en Indochine...

Le petit cap du continent asiatique qu'est l'Europe fut aussi à l'origine des deux guerres mondiales, suivies de la création de la SDN après la première, de l'ONU après la seconde. La Charte des Nations Unies reflète largement les valeurs inventées en Europe depuis le traité de Westphalie. De façon significative, c'est à San Francisco que fut négociée en 1945 la charte des Nations Unies ; et les sièges de l'ONU sont à New-York, Genève, Vienne, Paris, Rome. Ajoutons que ceux du Fonds Monétaire et de la Banque Mondiale sont à Washington...

En un mot, l'Europe a colonisé le monde puis lui a proposé, pour ne pas dire imposé, ses valeurs et ses règles, à commencer par l'égalité souveraine des Etats sur le plan juridique.

La guerre froide a été marquée par 35 années de rivalités, mais aussi de stabilité bi-polaire. Et puis l'Histoire s'est remise en marche. Et depuis, tous les 10/12 ans, me semble-t-il, nous changeons de monde.

La première question que nous devons, dès lors, nous poser est celle de savoir quand l'Histoire s'est-elle remise en marche ? Ma réponse est : 1979. Pourquoi ? Parce que pendant l'année 1979, trois événements très différents ont littéralement provoqué des réactions en chaîne dont on perçoit aujourd'hui encore les échos à l'échelle du monde entier.

Le premier événement est intervenu le 11 février 1979 en Iran, avec la chute du Shah. Ce jour-là, les Etats-Unis ont perdu leur meilleur allié au Moyen Orient. Mais surtout l'accession au pouvoir de l'Imam Khomeini a changé la donne dans toute la région. Jusqu'alors, les Etats s'y livraient à une compétition pour le leadership régional selon les règles traditionnelles de la rivalité inter-étatique.



Khomeini, lui, se voulait de surcroît le protecteur des Chiites où qu'ils soient, y compris dans les pays arabes sunnites. On en a vite vu les conséquences, d'abord au Liban avec l'ascension du Hezbollah comme acteur majeur de la scène locale et régionale. Puis en Irak lorsque les Etats-Unis lancèrent leur malheureuse invasion en 2003. Enfin en Syrie, à partir de 2011, avec la révolte de la majorité sunnite écrasée dans le sang par Bachar el Assad avec le soutien de l'Iran et de la Russie.

Nous vivons en ce moment même, au Proche Orient, la fin de ces quatre décennies avec la destruction systématique par Israël des piliers de l'influence militaire iranienne.

Le deuxième changement majeur de l'année 1979 est intervenu en Chine : Deng Xiaoping y a consolidé son pouvoir et peut lancer ses réformes économiques. Il le fait progressivement et avec le pragmatisme qui le caractérise. 45 ans plus tard, on en mesure les effets : il s'agit incontestablement du changement économique et social le plus massif et le plus rapide dans l'histoire de l'humanité. D'autres Etats, comme la Corée ou Singapour, ont construit leur économie au même rythme effréné. Mais la Chine est le seul à l'avoir réussi à l'échelle d'un pays de 1,4 milliard d'habitants.

Le troisième événement, qui n'est en rien lié aux deux précédents, est intervenu le jour de Noël 1979. Ce jour-là, l'armée soviétique envahit l'Afghanistan. Et toute la presse titre alors sur l'ascension irrésistible de l'URSS, à l'offensive non seulement en Afghanistan, mais aussi en Afrique, en Angola comme en Ethiopie, avec l'aide des Cubains. En face, les Etats-Unis apparaissent en retrait depuis la chute de Saïgon en 1975. Ils sont englués dans la crise des otages à Téhéran. Une crise qui coûtera le pouvoir au président Carter.

Alors, comme je vous le proposais, nous franchissons maintenant une décennie : nous voici en 1989, et plus précisément le 9 novembre 1989. Ce jour-là, le Mur de Berlin est détruit par les Berlinoises de l'Est, sans que soit tiré un coup de feu des forces communistes. Pour pouvoir se concentrer sur les réformes nécessaires et faire face au défi de la « Guerre des Etoiles » lancé en 1983 par Reagan, Gorbatchev a décidé de laisser partir vers l'Occident les pays d'Europe Orientale. Deux ans plus tard, en 1991, son successeur Boris Eltsine, pour redresser la situation en Russie grâce à de profondes réformes, décide de se séparer des 14 autres républiques formant avec elle l'URSS. C'est ainsi que l'Ukraine va organiser en décembre 1991, en plein accord avec Moscou (j'y insiste), un referendum par lequel 92% des Ukrainiens se sont librement prononcés en faveur de l'indépendance de leur pays.

1991, c'est le début d'une décennie fabuleuse pour l'Occident. C'est, en quelque sorte, l'apogée de près de cinq siècles de règne de l'Occident sur le monde. C'est d'abord la fin d'un siècle d'idéologies, et notamment du communisme qui ne survit plus qu'en Corée du Nord. L'économie de marché règne sans partage et c'est le début d'une troisième mondialisation de l'économie, après celle qui a suivi les grandes découvertes puis celle qui a été marquée par les empires coloniaux.

Cette troisième mondialisation résulte de l'ouverture des frontières en Europe de l'Est mais aussi en Chine. La globalisation de l'économie est accélérée par deux révolutions : celle des technologies de l'information, bien sûr, mais aussi celle, dont on parle beaucoup moins mais qui n'est pas moins importante, des conteneurs et des porte-conteneurs qui va réduire de façon drastique le coût et le temps de transport maritime des marchandises au moment même où la Chine devient l'atelier du monde.



Pendant cette décennie, les Etats-Unis dominent sans partage. Le monde est devenu unipolaire. Pour l'Union européenne, le changement n'est pas moins important : nous avons commencé la construction européenne à 6 pays avec 180 millions d'habitants. En face de nous il y avait l'Empire soviétique avec ses 300 millions de citoyens. A partir de 1991, l'Union européenne va accélérer son élargissement pour devenir un ensemble de 28 pays (27 aujourd'hui) avec 450 millions d'habitants, tandis que la Russie n'en compte désormais plus que 144 millions. C'est un changement stratégique majeur, très mal vécu, il faut le comprendre, par certains dirigeants russes, à commencer par le Président Poutine.

Nous franchissons à nouveau une décennie, et nous voici en 2001. Et plus précisément le 11 septembre 2001. Ce jour-là, comme j'ai eu l'occasion de le décrire devant notre Académie, j'étais en poste à New York et je présidais le Conseil de Sécurité des Nations Unies. J'ai pu mesurer le choc profond que représentait pour les Etats-Unis la destruction des Tours Jumelles : soudain l'Amérique, au faîte de sa puissance, découvrait son extrême vulnérabilité. Mais les deux guerres qui ont suivi, en Afghanistan puis en Irak, ont surtout montré les limites de la toute puissance militaire américaine pour régler les problèmes du monde.

A cela s'est ajouté, en 2007/2008, la crise financière, partie des Etats-Unis mais qui a rapidement gagné le monde entier. L'image de l'Amérique, et de tout l'Occident, a été durement atteinte par ces deux crises. A partir de ce moment-là, apparaît une contestation de l'ordre occidental. Elle s'incarne dans le groupe des BRICS, mais va bien au-delà. Elle peut se résumer dans les termes suivants : les pays émergents, ceux du « Sud Global », disent oui à la modernisation de leurs économies. Ils disent oui à la mondialisation de l'économie. Mais ils disent non à l'occidentalisation de leurs sociétés. Ils refusent d'adopter les normes et les valeurs qui fondent l'ordre occidental du monde. Ils veulent en revenir aux valeurs nationales ancrées dans leurs mémoires collectives. Ainsi la Russie de Poutine rêve de recréer l'empire russe de Catherine la Grande, au prix d'une guerre cruelle en Ukraine. La Turquie d'Erdogan veut effacer Atatürk et en revenir à Soleiman le Magnifique. L'Iran se plie aux règles du Chiisme ancestral. L'Inde de Modi veut réaffirmer les valeurs de l'Hindouisme. Et la Chine de Xi Jinping ambitionne de renouer avec le passé glorieux des grandes dynasties de l'Empire du Milieu.

Pendant la décennie triomphante 1991-2001, nous les Occidentaux nous avons la conviction, en tout cas l'espoir, que progressivement tous les pays émergents adopteraient non seulement les règles de l'économie de marché, mais aussi les valeurs qui la sous-tendent et qui fondent l'ordre occidental. Aujourd'hui, cette illusion a disparu.

Alors, j'en viens à LA question : où allons-nous ? Et c'est à tenter de répondre à cette question que vont être consacrées nos séances cette année. Personnellement, je pense que l'avenir du monde va être déterminé, dans les années qui viennent, par l'issue de la rivalité entre trois visions impériales : celle de la Russie de Poutine, celle de la Chine de Xi Jinping et celle des Etats-Unis de Trump.

Je l'ai dit, après avoir restauré l'Etat et l'économie russes, mises à mal par Boris Elstine, Vladimir Poutine pense à son legs historique. Il se veut le digne héritier de Pierre le Grand, de Catherine la Grande mais aussi de Staline. En un mot, il veut restaurer l'empire russe puis soviétique en commençant par l'Ukraine où la nation russe, la « Rous de Kiev », est devenue chrétienne puis a migré vers Moscou. Et rappelons-nous : ce que voulait Poutine, c'est toute l'Ukraine, comme en a témoigné l'offensive ratée des troupes russes vers Kiev en février 2022.



Je sais que l'Ukraine est un sujet sensible et qui peut nous diviser. Mais, après tout, notre Académie est un lieu de débats et nous aurons l'occasion d'y revenir avec deux Ambassadeurs : Pierre Lévy qui fut jusqu'à récemment et pendant plus de quatre ans notre Ambassadeur en Russie, et Gaël Veyssière qui est aujourd'hui notre Ambassadeur en Ukraine.

C'est un fait l'Ukraine, à travers l'histoire, a été partiellement et successivement sous dominations russe, balte, polonaise, austro-hongroise, allemande. S'il existe aujourd'hui une unité nationale ukrainienne, pour moi, elle a un père : Poutine ! Même les habitants russophones de Kharkiv, à quelques kilomètres de la frontière avec la Russie, ont basculé vers le nationalisme ukrainien lorsque leur maison a été détruite par les bombes de Moscou. Poutine détruit un pays et, ce faisant, il crée une nation !

Malgré un million de morts et blessés russes, accentuant le grave déclin démographique de la Russie, Poutine est déterminé à poursuivre cette guerre jusqu'à la victoire, en comptant sur les errements de Trump et surtout sur le « soutien indéfectible » du Président Xi Jinping.

J'en viens donc à la Chine. Pékin estime avoir intérêt à la prolongation de cette guerre pour deux raisons : elle place la Russie dans une situation de forte dépendance à l'égard de la Chine ; et elle fait diversion par rapport à Taïwan que Xi Jinping veut absolument placer sous le contrôle de Pékin avant la fin de son règne.

Je souhaite, à ce stade, vous dire pourquoi, à mon avis, Poutine commet une grave erreur en ignorant la vision à long terme de Xi Jinping à l'égard de la Russie. Et pourquoi nous, en Occident, nous commettons nous aussi une grave erreur d'analyse en pensant que la vision impériale des rapports entre Etats que partagent les Présidents Poutine et Xi Jinping efface toute rivalité entre leurs deux pays. C'est comme si vous disiez : la France et l'Allemagne sont membres de l'Union européenne ; donc toute rivalité, toute compétition a disparu entre les deux pays ! Certes, la Russie et la Chine partagent la même vision impériale et veulent la faire prévaloir dans le monde entier. Mais Pékin est dans une position de force dans sa relation avec Moscou et en profite sans complexe. Un seul exemple : depuis le début de la guerre en Ukraine et l'imposition des sanctions occidentales contre la Russie, les exportateurs chinois, entre 2021 et 2024, ont augmenté de 87% les prix des biens essentiels qu'ils vendent au secteur militaro-industriel russe, au lieu d'une augmentation de 9% seulement vers les autres pays, selon une enquête très sérieuse de la Banque de Finlande. La Chine veut accroître la dépendance de la Russie à son égard mais elle veille à ne pas accroître la sienne à l'égard de la Russie, dans aucun domaine.

Au-delà de leur prétendue « amitié sans limite », le dragon chinois et l'ours russe s'opposent depuis des siècles dans une « rivalité sans limite » aux frontières des deux empires. Permettez-moi de partager avec vous deux moments de ma carrière diplomatique qui m'ont éclairé sur la relation à long terme de la Chine et de la Russie.

Lorsque j'étais en poste à Pékin, de 1971 à 1974, le Président Mao Zedong avait rompu avec l'URSS. Les troupes soviétiques étaient massées sur la frontière, et notamment le fleuve Oussouri. Les incidents se multipliaient et mes voisins, dans la rue, creusaient des abris pour se protéger de possibles bombardements russes. Comme vous le savez, la Chine de Mao décida alors de basculer vers les Etats-Unis. Kissinger puis Nixon vinrent à Pékin sceller ce basculement géopolitique majeur.

Mao publia, dans ce contexte, un article dans un media japonais pour réclamer la restitution des « territoires volés » à la Chine par l'empire russe avec les traités



inégaux de 1860. Ces territoires vont de l'Est du lac Baïkal jusqu'au Kamtchatka. Au total : plus de 500000 km<sup>2</sup>. Plusieurs de mes interlocuteurs pensent que Moscou aurait tort d'espérer que Pékin a oublié ! D'autant que le rapport démographique est sans appel : 1,4 milliard de Chinois ; 144 millions de Russes !

Mais ce n'est pas tout. Lorsque j'étais le conseiller diplomatique du président Sarkozy, j'étais en charge du dialogue stratégique avec la Chine. Un jour, l'un de mes interlocuteurs chinois me demanda : « Qu'est-ce que l'OTAN vient faire dans notre arrière-cour ? » Comme je lui demandais à quoi il faisait allusion, il me répondit : « Des ministres de l'Otan se sont rendus au Kazakhstan, en Ouzbékistan... » Je lui répondis : « Mais je croyais que c'était l'arrière-cour de la Russie ? » « Ah non, me dit-il, plus seulement ! C'est aussi notre arrière-cour ! Alors, s'il te plaît, passe le message : plus de ministres de l'OTAN dans notre arrière-cour ! » Et de fait, des sommets sont désormais organisés entre les chefs d'Etat de Chine et des cinq pays de l'Asie centrale sans la présence de la Russie, j'y insiste. Le premier a eu lieu en 2023 à Xi'an en Chine, et le second l'an dernier à Astana au Kazakhstan. Et la Chine demande désormais que le commerce entre elle et les cinq Etats d'Asie centrale s'effectue en Renminbi.

J'ajoute que l'Asie centrale voit également grandir l'influence de la Turquie dans les pays turcophones de la région. C'est ainsi que l'Azerbaïdjan, avec l'aide militaire d'Ankara, s'est emparé du Nagorno-Karabakh sans que les troupes russes stationnées en Arménie n'interviennent pour faire respecter l'accord pourtant conclu sous l'égide de Moscou. Même Trump a réussi à intervenir avec succès en parrainant, en août dernier, un accord créant le « Corridor Trump », une route qui va relier l'Azerbaïdjan à la Turquie à travers l'Arménie !

La Chine de Xi Jinping, dont viendra nous parler notre Ambassadeur à Pékin, Bertrand Lortholary, a une obsession : redevenir la première puissance mondiale qu'elle estime avoir été pendant de nombreux siècles avant que l'Occident et le Japon ne profitent de la faiblesse de la dynastie mandchoue finissante puis de la guerre civile. La « pensée Xi Jinping » est un mélange de marxisme à la sauce chinoise et d'héritage impérial. Les « Nouvelles Routes de la Soie », accompagnées d'investissements massifs, illustrent cette vision impériale à l'échelle du monde entier. La modernisation rapide du pays en combinant, mieux que nous ne le faisons en Occident, la planification et la concurrence ; la formation impressionnante des élites ; la mobilisation massive de capitaux dans les secteurs scientifiques les plus prometteurs ; enfin la construction d'un appareil militaire désormais rival de celui des Etats-Unis témoignent de la détermination de Pékin à supplanter Washington au premier rang des puissances mondiales.

Mais la Chine a des points faibles : à l'intérieur, une démographie en berne qui fera passer sa population vieillissante de 1,4 milliard aujourd'hui à 800 millions d'ici la fin du siècle. A l'extérieur, à la différence des Etats-Unis qui disposent de réseaux d'alliances sans précédent dans l'histoire, la Chine n'a pas d'alliés. Elle n'a que des obligés.

Dans le match Chine/Etats-Unis, l'enjeu qui peut déboucher sur un affrontement militaire majeur, est, bien sûr, Taïwan. Selon Sun Zu, les plus belles victoires sont celles qui ont été obtenues sans avoir besoin de livrer bataille. C'est sûrement le souhait de Xi Jinping. Mais, si nécessaire, il y aura bataille. Alors que feront les Etats-Unis ?

J'en arrive donc à la troisième puissance impériale, celle des Etats-Unis du second mandat du président Trump, dont nous parlera Philippe Etienne, qui fut notre Ambassadeur à Washington. On aurait tort de prendre à la légère les propos de Trump sur le Canada, le Groenland ou le canal de Panama, surtout après ce





qui vient de se passer au Venezuela et que Trump lui-même appelle la « doctrine Donroe », une claire allusion à la « doctrine Monroe ».

Lui a des alliés mais il ne mesure pas l'atout décisif qu'ils représentent pour Washington. Il négocie ses « deals » commerciaux selon un rapport de force, sans distinction entre partenaires ou adversaires. L'Occident, ses valeurs et les organisations internationales qui les portent, ne représentent rien pour lui. Seule compte l'économie des Etats-Unis, ou plutôt sa vision étriquée de cette économie. Enfin, dans ses relations avec ses interlocuteurs, les flatteries semblent plus efficaces que les démonstrations logiques ; et les dictateurs semblent mieux perçus que les dirigeants élus.

Nous ne devons pas sous-estimer sa capacité à imposer ses exigences car la puissance et l'attractivité des Etats-Unis sont difficilement résistibles. Mais, dans le même temps, Trump commet des erreurs catastrophiques pour l'influence des Etats-Unis. Avec ses droits de douane totalement excessifs et des ingérences graves, Trump a endommagé les relations de Washington avec l'Afrique du Sud, le Brésil et l'Inde, trois des principaux pays du « Sud Global ». Le sommet de Tian Jin suivi du grandiose défilé militaire de Pékin, début septembre l'an dernier, ont témoigné de la capacité de Xi Jinping à saisir les opportunités que lui offre Trump. La déconstruction en cours de l'ordre occidental par les Etats-Unis fournit une occasion inespérée à la Chine pour rallier autour d'elle les victimes des foudres de Washington.

Alors, sommes-nous vraiment à la fin de cinq siècles d'un ordre mondial bâti par l'Europe puis par les Etats-Unis, et fondé sur les valeurs incarnées dans la Charte des Nations Unies ? Va-t-on vers une jungle où les plus forts imposeront leur loi ?

Beaucoup va dépendre, me semble-t-il, de ce que l'Union européenne parviendra à faire, d'abord pour défendre efficacement ses intérêts, mais aussi pour préserver l'héritage de ce qu'elle a créé et qui demeure aujourd'hui, malgré bien des fautes, la meilleure voie vers un monde de paix, un monde capable de relever les défis globaux, à commencer par ceux du changement climatique.

Oui, l'Union Européenne est devant des défis sans précédent, dont viendra nous entretenir notre Ambassadeur auprès de l'UE, Philippe Léglise-Costa.

Face à la guerre sur le sol européen et du fait des incertitudes américaines actuelles, l'Union doit bâtir un véritable pilier européen au sein de l'Otan. Une Otan élargie, je le rappelle au passage, du fait de l'agression russe en Ukraine, à deux pays européens jusque-là neutres : la Finlande et la Suède. L'Union européenne doit en outre investir massivement et aussi rapidement que possible dans les équipements militaires les plus performants, tout en recréant des forces armées en nombre suffisant. Camille Grand, ancien Secrétaire Général adjoint de l'OTAN, et le général Thierry Burkhard, ancien Chef d'Etat Major des armées, nous en parleront en détails.

Rappelons les principaux chiffres : en 2024, les dépenses d'armement ont été de 970 milliards de dollars aux Etats-Unis et de 340 milliards de dollars seulement en Europe. Mais une autre comparaison n'est pas moins éclairante : les budgets de la défense des 27 pays de l'Union européenne ont augmenté de plus de 30% depuis 2022. Pris ensemble, ils sont quatre fois plus importants que le budget de la défense de la Russie. Et l'économie des 27 pèse dix fois plus lourd que celle de la Russie. A nous de nous organiser pour aider au mieux l'Ukraine. L'emprunt conjoint de 90 milliards d'euros décidé par l'Union européenne fin décembre témoigne de notre détermination.

Dans le même temps, l'Union européenne doit agir sans tarder sur le plan économique pour faire face aux incertitudes venues de Washington et mettre en



œuvre intégralement les excellentes recommandations des rapports de Mario Draghi et d'Enrico Letta.

En est-elle capable ? Mais oui ! J'en suis persuadé ! Et pour vous en convaincre, permettez-moi de citer en exemple la création de l'euro, que j'ai vécue aux côtés du Président Chirac et du Premier Ministre Jospin. L'abandon des monnaies nationales, notamment pour les Allemands, était un défi sans précédent. Eh bien, nous avons réussi ! Quelques années plus tard, devenu Ambassadeur à Washington, lors d'un déjeuner en tête-à-tête avec Alan Greenspan, le gouverneur de la Banque centrale américaine, je lui ai dit : « Comment avez-vous pu laisser les Européens créer une monnaie unique qui peut devenir une rivale du dollar ? » Sa réponse a eu le mérite de l'honnêteté : « Franchement, nous ne pensions pas que vous alliez y arriver ! »

Ce succès majeur a été avant tout le résultat de l'entente entre l'Allemagne et la France qui demeure aussi importante aujourd'hui qu'hier. C'est pourquoi j'ai demandé à Christoph Heusgen, qui fut pendant de nombreuses années le conseiller diplomatique d'Angela Merkel, de venir nous parler du regard de l'Allemagne sur la France et l'Europe.

Parallèlement aux nécessaires réformes internes, l'Union européenne doit commencer à réfléchir à l'avenir du continent après la guerre, et je souhaite partager avec vous quelques réflexions personnelles à ce sujet. Il va de soi que l'Union ouvrira ses portes à l'Ukraine et cela devrait pouvoir se faire avec l'accord de Moscou après la signature d'un traité de paix. Cela veut dire que l'Union sera élargie à 7 Etats supplémentaires : l'Ukraine, la Moldavie et les cinq pays des Balkans Occidentaux qui sont candidats depuis bien plus longtemps. Au préalable, une importante réforme des institutions sera indispensable pour assurer leur fonctionnement efficace.

Cette Union européenne, élargie après la fin de la guerre, aura une très longue frontière commune avec la Russie, du Nord de la Finlande aux rivages de la Mer Noire. Elle devra être capable de proposer à Moscou, si ses dirigeants y sont véritablement disposés, un partenariat nouveau bâti sur les atouts dont disposent les uns et les autres. L'histoire nous montre que la Russie a tissé au fil des siècles des liens profonds avec le reste du continent européen. Ce sera son intérêt évident de tout faire pour les reconstruire, notamment en raison du poids de son autre voisinage, celui de la Chine, de plus en plus dominant.

Alors que la guerre en Ukraine se poursuit et que les Etats baltes redoutent d'être les prochains pays agressés par Moscou, vous me trouverez sans doute bien optimiste. Mais, après tout, c'est le rôle des diplomates de proposer un chemin vers la paix même lorsque la guerre fait rage.

Au-delà de notre continent, l'Union européenne doit être capable de bâtir des alliances avec tous les partenaires possibles, le Canada et l'Australie, le Japon et la Corée, mais aussi des pays du « Sud Global », le Brésil et l'Inde notamment dont nous parlera Emmanuel Lenain, notre ambassadeur dans l'un puis l'autre de ces deux pays majeurs. Ces Etats, mais aussi l'Arabie saoudite ou l'Indonésie, et bien d'autres encore, pratiquent non plus le non-alignement mais le « multi-alignement ». L'Arabie saoudite, par exemple, sans états d'âme, négocie le prix du baril avec la Russie au sein de l'OPEP, vend son pétrole à la Chine et achète ses armements aux Etats-Unis.

A nous, Européens, de convaincre les pays du « Sud Global » qu'ils ont avantage à s'allier avec l'Europe sur tous les dossiers où leurs intérêts et les nôtres convergent, pour faire prévaloir les règles du droit international incarnées dans les Chartes des Nations Unies et de l'Organisation Mondiale du Commerce. Oui, c'est leur intérêt comme le nôtre, car l'alternative, ce sont les diktats des plus





puissants. L'Etat de droit vaut mieux que la loi du plus fort, pour eux comme pour nous ! Alors battons-nous pour défendre les compétences des juridictions internationales comme l'ont fait avec tant de détermination nos confrères Gilbert Guillaume et Bruno Cotte !

Je suis convaincu que l'Europe, qui a bâti l'ordre mondial pendant cinq siècles, peut et doit rester à l'initiative pour que soient adoptées des règles efficaces et équitables, face aux trois défis majeurs auxquels l'Humanité est aujourd'hui confrontée :

- le changement climatique d'abord et les bouleversements qu'il engendre ;
- la révolution de l'Intelligence Artificielle ensuite et les défis sans précédent qu'elle porte et dont viendra nous entretenir un entrepreneur remarquable, Olivier Dellenbach ;
- enfin, les migrations et, plus largement, la transformation démographique du monde, un sujet politiquement sensible dont nous parlera Bruno Tertrais.

Face à ces trois défis, et notamment le troisième, ne sous-estimons pas les atouts de l'Europe. L'Union européenne est, après les Etats-Unis et la Chine, le troisième pôle de l'économie mondiale. Elle est un partenaire incontournable pour la plupart des pays en développement. Mieux : l'Union européenne et ses Etats membres fournissaient 43% du total mondial de l'aide publique au développement, avant même la décision du président Trump de mettre fin à l'USAID. Mais qui le sait ?

L'Afrique connaît une croissance démographique majeure. Elle compte aujourd'hui 1,5 milliard d'habitants. Dans 25 ans, elle en comptera 2,5 milliards, soit plus de 25% de la population mondiale. Notre intérêt bien compris est d'en tirer les conséquences : l'Union Européenne, et la France en particulier, doivent complètement renouveler leur politique à l'égard du continent, en dialogue avec les dirigeants des pays africains qui y sont prêts. Est-ce possible ? Oui si l'on considère nos relations apaisées et positives avec les Etats de l'Afrique centrale, orientale et australe.

Disons-le franchement, nous avons commis des erreurs dans nos relations avec les Etats du Sahel. La principale me paraît être la suivante : en 2013, le Mali a été confronté à une attaque de Djihadistes venus de l'extrême nord. Bamako a fait appel à la France et le Président Hollande a décidé, à juste titre, d'y répondre positivement avec l'opération Barkhane en août 2014. Nos forces armées ont décimé la colonne des Djihadistes. Ce fut un triomphe. Puis, à la demande du gouvernement de Bamako, nous avons accepté de maintenir cette force au Mali. Avec le temps et la résurgence des mouvements djihadistes, nous sommes devenus, non plus la solution sécuritaire mais une partie du problème. Comment se faisait-il qu'après avoir détruit une colonne menaçante, nous ne parvenions pas à les éliminer une bonne fois pour toute ? Pire : peut-être avions-nous des arrières pensées de remise en cause de l'organisation politique du pays ?

Aujourd'hui, nos forces militaires ont quitté le continent, et c'est très bien. Mais tout reste à faire pour reconstruire une relation positive avec les Etats du Sahel lorsque ce sera possible. En attendant, les pays francophones ou anglophones du reste du continent souhaitent vivement que la France non seulement reste présente mais encore qu'elle renforce ses partenariats avec eux. La raison en est simple : au moment où les Etats-Unis réduisent leur aide, la France, et avec elle, l'Union européenne, leur apparaissent comme des partenaires parfaits pour faire



contre-poids aux ambitions de la Chine. Nous en parlerons avec notre ami Lionel Zinsou.

L'autre dossier sensible est bien sûr celui des relations de l'Union Européenne, et de la France en particulier, avec les pays du Proche-Orient. La France demeure pleinement engagée en faveur d'une paix juste avec la décision du Président de la République de reconnaître l'Etat de Palestine. Quel autre choix peut-il exister pour Israël si cet Etat veut demeurer une démocratie ? L'addition est simple : la population juive d'Israël est d'environ 7,8 millions de citoyens. La population arabe musulmane d'Israël, de Cisjordanie et de Gaza est d'environ 7,4 millions, avec une croissance démographique forte. Israël est une démocratie. Le 20 resterait-elle si les populations de Cisjordanie et de Gaza étaient intégrées dans le « Grand Israël » ? Nous aurons l'occasion d'en débattre avec l'un de nos membres associés qui demeure totalement engagé en faveur d'une solution de paix, Elie Barnavi, en dialogue avec une spécialiste du monde arabe en résidence à Abou Dabi, Chloé Berger. Puis nous réfléchirons à l'avenir de l'ensemble du Moyen-Orient avec le Ministre libanais Ghassan Salamé et Manon-Nour Tannous.

Enfin nous aurons l'occasion de réfléchir, au fil des mois, à des sujets transversaux, de la situation de l'économie mondiale avec Jean Tirole dès le 2 février ; aux droits de l'Homme dans les relations internationales avec Mattias Guyomar ; de l'avenir du multilatéralisme avec notre Ambassadeur auprès des Nations Unies Jérôme Bonnafont ; au rôle des Think-Tanks avec Thierry de Montbrial ; de la DGSE avec son ancien Directeur général Bernard Emié ; à la manipulation des opinions comme outil de politique étrangère avec Nicolas Roche, le Secrétaire Général de la Défense et la Sécurité Nationale ; ou même, avec Serge Sur, à la « gangstérisation du monde » ! En fin d'année, c'est Hubert Védrine, notre avant-dernier intervenant, qui nous livrera ses réflexions sur la transformation du monde et du rôle de la France depuis quatre décennies.

Je voudrais ici remercier vivement tous les orateurs à venir. Et je suis maintenant à votre disposition pour répondre à toutes vos questions et suggestions, en me concentrant plutôt sur ce que j'ai vécu, sur ce dont j'ai été le témoin, puisque Jean-Noël Barrot, dans quinze jours, nous éclairera, avec toute l'autorité et la compétence qui lui sont unanimement reconnues, sur les crises et les changements en cours.